

## L'absence du Burundi à Kigali, traduit le malaise entre les deux "pays frères"

PANA, 17 juillet 2016 L'absence du Burundi au sommet de l'UA à Kigali, nouvelle illustration d'un profond malaise dans les relations entre Bujumbura et Kigali Bujumbura, Burundi - L'absence du Burundi au 27<sup>e</sup>me sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA), en cours à Kigali, au Rwanda, traduit un malaise grandissant depuis des mois entre les deux "pays frères" et devrait mobiliser les décideurs du continent pour qu'il n'ait pas d'effet contre le reste de la vulnérable sous-région des Grands Lacs, de l'avis général des analystes à Bujumbura.

Tout est parti de la crise politique en cours au Burundi depuis le mois d'avril 2015 et dans laquelle le Rwanda aurait un rôle de catalyseur à jouer, par groupes armés interposés, accuse-t-on ouvertement dans les milieux officiels à Bujumbura, malgré des dénégations maintes fois répétées de Kigali. Tous les ingrédients de proximité géographique, culturelle, linguistique et ethnique étaient réunis pour que le Burundi soit le premier pays à se manifester à Kigali, selon les mêmes analystes. La réalité est que plus rien n'est comme avant depuis que le Burundi est entré dans une crise politique débordante au départ d'un simple conflit électoral entre le pouvoir et l'opposition avant qu'elle ne vire vers des violences de masse et un mouvement d'exode massif de populations vers les pays voisins. Au niveau de la sous-région, les tensions se sont exacerbées en début de cette année, quand le gouvernement burundais a décrété des marches, manifestations de rue, "jusqu'à ce que cessent les ingérences du Rwanda et de ses dirigeants dans les affaires intérieures du Burundi". Des "espions" pour le compte de Kigali ont été interceptés et montrés à l'opinion comme preuve d'implication du Rwanda dans les affaires intérieures du Burundi. Un diplomate rwandais a été également déclaré "persona non grata" par Bujumbura pour ingérence dans les affaires intérieures du Burundi. La circulation des personnes, des biens et des marchandises est également au point mort entre les deux pays, au grand dam des simples citoyens, se lamentant de part et d'autre de la kanyaru, la principale rivière frontalière au Burundi et au Rwanda. La crise entre les deux pays n'est pas arrivée à l'ONU et la communauté internationale est généralement prise surtout par le pouvoir burundais. Les échecs diplomatiques en provenance de Kigali indiquent que la chaise vide du Burundi a été motivée, entre autres, par le fait que l'UA n'a pas servi à ce jour aucune suite à une plainte des burundaises contre l'immixtion du Rwanda dans les affaires intérieures de son voisin du Sud. Le pouvoir burundais dit disposer de "preuves tangibles" que les autorités rwandaises laissent faire des entraînements militaires dans des camps de réfugiés burundais pour revenir déstabiliser le pays d'origine. Le 26<sup>e</sup>me sommet d'Addis-Abeba, en Ethiopie, avait été plutôt favorable au pouvoir burundais en lui donnant raison sur son refus d'une "Mission africaine de prévention et de protection au Burundi" (MAPROBU), forte de 5.000 militaires et policiers au nom de la souveraineté nationale. Le nouveau sommet de Kigali a encore programmé la MAPROBU à son agenda et il n'est pas exclu que les mêmes réticences apparaissent au grand jour parmi les chefs d'Etat africains dont nombreux sont ceux qui adhèrent généralement au sacro-saint principe de la souveraineté des Etats africains. Conscient de la délicatesse de ses relations avec le Burundi, le Rwanda avait été parmi les pays africains à décliner toute contribution et participation à la MAPROBU au moment où elle était encore d'actualité chaude. Les deux pays s'affrontent aussi dans les instances internationales prise de décision, avec un léger avantage, pour le moment, pour le Burundi, soutenu inconditionnellement par la Russie et la Chine au Conseil de sécurité des Nations unies où toutes les solutions "interventionnistes" ont été bloquées. L'allié traditionnel africain du Rwanda a également appris à ménager les susceptibilités du pouvoir pour des intérêts géostratégiques régionaux. Les Etats-Unis voient particulièrement un bon "il" apporté par le Burundi aux efforts de maintien de la paix dans certaines zones d'influence de Washington, comme en Somalie, dans la Corne de l'Afrique. Les intérêts divergents des grandes puissances mondiales désavantagent avant tout les Burundais aussi longtemps qu'ils ne feront pas preuve d'imagination pour se sortir eux-mêmes de la mauvaise passe du moment analyse-t-on toujours dans les milieux politico-diplomatiques à Bujumbura, convaincus par l'adage qui veut "un tien vaut mieux que deux fois tu auras".